

RAPPORT N° 2022/4-09
au bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 septembre 2022

OBJET

PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DES RESEAUX D'EAUX USEES DE LA RUE CAMPS CREOLE ET DES ENVIRONS – SECTEUR DE BAGATELLE – COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

Dans le cadre de la continuité des efforts déployés pour l'amélioration des conditions de vie des habitants de son territoire, la CINOR s'est engagée dans une programmation pluriannuelle de travaux avec pour objectif la réhabilitation des ouvrages publics d'assainissement des eaux usées qui, de par leurs caractéristiques, leur localisation et leur vétusté génèrent des nuisances récurrentes.

La présente opération a pour objet de réhabiliter des réseaux d'eaux usées desservant la rue Camps Créole, le chemin Niagara, la route départementale Père Fayet et le chemin des Azalées, situés dans le quartier de Bagatelle à Sainte-Suzanne.

L'opération consistera à la réhabilitation des regards présentant des défauts et à des réparations localisées des anomalies structurelles sur les collecteurs principaux.

Ces travaux de mise en conformité des réseaux existants permettront d'améliorer significativement les conditions de collecte ainsi que de limiter les exfiltrations d'eaux usées dans le sol.

L'enveloppe affectée à cette opération d'assainissement s'élève à **330 517.80 € HT**

Puisque les travaux d'assainissement sont éligibles aux aides financières aux collectivités allouées par l'office de l'eau de la Réunion (OLE – 35% des dépenses éligibles), la CINOR souhaite solliciter auprès de cet organisme des subventions selon le plan de financement ci-dessous :

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation Office de l'eau		Participation CINOR € HT
	Dépense éligible € HT	Subvention (35% de la dépense éligible) €	
330 517.80 €	127 600,00 €	44 660,00 €	285 857,80 €
100%		13,51 %	86,49 %

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement précédent pour les travaux de réhabilitation du réseau de collecte des eaux usées sur le secteur de Bagatelle – Commune de Sainte-Suzanne,
- autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'office de l'Eau de la Réunion, d'une subvention d'un montant de **44 660,00 €** sur la base du montage financier précédent,
- approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, **285 857,80 € H.T**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220915-BC2022-4-09-DE
Date de transmission : 22/09/2022
Date de réception en préfecture : 22/09/2022

**DECISION N°2022/4-09
du bureau de la Communauté
en séance du 15 septembre 2022**

OBJET

**PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION
DES RESEAUX D'EAUX USEES DE LA RUE CAMPS CREOLE ET DES ENVIRONS – SECTEUR DE BAGATELLE –
COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, Veolia eau ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/4-09 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement suivant pour les travaux de réhabilitation du réseau de collecte des eaux usées sur le secteur de Bagatelle – Commune de Sainte-Suzanne

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation Office de l'eau		Participation CINOR € HT
	Dépense éligible € HT	Subvention (35% de la dépense éligible) €	
330 517,80 €	127 600,00 €	44 660,00 €	285 857,80 €
100%		13,51 %	86,49 %

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'office de l'Eau de la Réunion, une subvention d'un montant **44 660,00 €** sur la base du montage financier précédent.

ARTICLE 3

D'approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, soit **285 857,80 € H.T**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations)
Suffrages exprimés : 15
Vote pour : 15
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde **12 1 SEPT 2022**

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220915-BC2022-4-09-DE
Date de télétransmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022